
LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS (DÉCEMBRE 2002—MAI 2003)

Gérard Lang

5 décembre

La B.C.E. réduit d'un demi-point à 2,75% son principal taux directeur, à savoir le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement. Elle abaisse aussi d'un demi-point à 3,75% le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt à 1,75%. En outre elle décide de maintenir à 4,50% la valeur de référence pour le taux de croissance annuel de l'agrégat monétaire M3.

6 décembre

Les **Banques centrales du Danemark** et de **Suède** abaissent à leur tour leurs taux, respectivement à 3,75% et 2,95%.

11 décembre

Marché unique. La Commission présente le projet de réforme du contrôle des fusions d'entreprises par les Services de la Concurrence, rendu nécessaire par les décisions de la Cour de Justice de casser trois veto opposés par la Commission à des fusions (les 6.6.2002, 20 et 22.10.2002).

13 décembre

Élargissement. Au Sommet de Copenhague, les Quinze Etats membre de l'U.E. décident un élargissement historique à dix nouveaux pays : la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, les trois Etats baltes, la Slovénie, Malte et Chypre, qui entreront dans l'Union le 1^{er} mai 2004. La population de la nouvelle Union à 25 sera de 450 millions d'habitants (contre 375 millions, à Quinze, soit + 20%) avec un PIB qui augmentera de 4,6%. L'U.E. débloquera 40,7 milliards d'euros pour la période 2004-2006 : l'élargissement coûtera donc environ 25 euros par an et par habitant de l'UE à 15 entre 2004 et 2006. Les Quinze reportent à décembre 2004 l'examen de la candidature turque, qui suscite une vaste controverse depuis la déclaration de V. Giscard d'Estaing le 8 novembre 2002 affirmant que «l'entrée de la Turquie, qui n'est pas un pays européen» marquerait «la fin de l'Union européenne».

L'Euro atteint sa valeur la plus haute depuis près de trois ans: 1,026\$

16 décembre

BCE. Le vice-président de la BCE, Lucas Papademas, annonce une possible révision à la hausse des objectifs d'inflation (fixé actuellement à 2%).

19 décembre

Marché unique. La Commission décide de faire appel de l'annulation par le Tribunal de Première Instance de la Cour Européenne de Justice de son veto au projet de rachat du Français Sidel par le Suédois Tetra Laval.

Le Parlement européen adopte le **budget 2003 de l'U.E.** (99,69 milliards d'euros en crédits d'engagement, soit + 0,26% par rapport à 2002; les dépenses s'établiront à 1,02% du PIB de l'U.E.

1^{er} janvier 2003

Début de la présidence grecque de l'Union européenne.

8 janvier

P.S.C. En présentant ses commentaires sur les *programmes de stabilité*, la Commission constate officiellement que le déficit budgétaire de l'Allemagne représente 3,75% du PIB en 2002 et demande en conséquence au Conseil des Ministres *Ecofin* lors de sa session du 21 janvier d'ouvrir une procédure *pour déficit excessif*. Quant à la France, elle estime qu'elle dépassera 3 % du PIB en 2003. Elle rappelle l'objectif de solde équilibré ou en excédent pour 2006. Enfin elle critique l'Italie pour les incertitudes qui pèsent sur la réduction de son importante dette publique (110,3 % du PIB en 2002).

14 janvier

Contribution aux travaux de la **Convention**, accord entre la France et l'Allemagne sur la réforme des institutions européennes : la France accepte que le Président de la Commission soit élu par le P.E. et l'Allemagne accepte que le Conseil européen soit présidé par un Président élu pour 5 ans (ou 2,5 années renouvelables une fois) par le Conseil à la majorité qualifiée.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS (DÉCEMBRE 2002—MAI 2003)

16 janvier

L'Euro dépasse 1,06\$, puis 1,07\$ le 21. Cette hausse est due à un recul de la production industrielle américaine en décembre, le creusement du déficit commercial américain à un niveau record de 40,1 milliards \$ en novembre (+ 18%) et les incertitudes sur une intervention militaire en Irak.

21 janvier

P.S.C. Le Conseil adopte une procédure *pour déficit excessif* à l'encontre de **l'Allemagne** au titre de 2002 pour un déficit budgétaire de 3,7% du PIB et une procédure *d'avertissement précoce* à l'encontre de la **France** pour un dérapage significatif de son déficit public. L'Allemagne accepte la procédure, mais la France récusé les recommandations de ses pairs.

Fiscalité. Au Conseil des Ministres des Finances, accord sur une harmonisation de la taxation des revenus de l'épargne des non-résidents : chaque Etat de l'UE peut choisir entre un échange automatique d'informations et une retenue à la source sur les revenus de l'épargne des non-résidents dont la majeure partie sera reversée à l'Etat d'origine. Cette deuxième solution sera choisie par le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche avec une retenue à la source de 15% à partir du 1.1.2004 passant à 35% au 1.1.2010., 75% de cette taxe devant revenir au pays d'origine.

30 janvier

USA – Europe. Dix chefs d'Etats et de gouvernement de l'UE signent un appel en faveur d'un front uni de l'Europe et des Etats-Unis dans l'affaire irakienne. Dix Etats de l'Europe de l'Est feront de même le 6 février.

4 février

La Banque d'Angleterre baisse d'un quart de point, à 3,75%, son taux directeur, niveau le plus bas depuis 1955.

17 février

PSC : Le Conseil Ecofin considère qu'en cas de guerre contre l'Irak, il faut de la flexibilité dans l'application du Pacte de stabilité et de croissance. Le 19, la Commission déclare qu'une telle éventualité ne doit pas servir de prétexte pour ignorer le PSC.

4 mars

PSC. La France affiche un déficit budgétaire de 3,4 % du PIB pour 2003 (après 3,04 % en 2002).

5 mars

L'Euro atteint son plus haut niveau depuis mars 1999 : 1,10 \$.

7 mars

La BCE baisse de 25 points de base son principal taux directeur qui passe de 2,75 % à **2,5 %**. A Paris, l'indice CAC 40 se trouve à son niveau le plus bas depuis le 3 juin 1997.

8 mars

Elargissement. Malte ouvre la série de référendum sur l'adhésion à l'UE : 53 % de oui. Elle sera suivie de la Hongrie (le 12.4), de la Lituanie (le 11.5),de la Slovaquie et de la Pologne (17.5 et 8.6.)

20 mars

Les Etats-Unis déclenchent les opérations militaires contre **l'Irak**. Le budget de la guerre est évalué de 70 à 90 milliards de \$. Le 24, G.W.Bush demande une rallonge budgétaire de 80 milliards de \$. Le déficit budgétaire américain devrait dépasser 400 milliards \$, soit 4 % du PIB en 2003.

L'Euro se renforce à 1,064 \$, puis 1,0654 \$ le 24.

20-21 mars

Le Conseil réuni à Bruxelles est dominé par la guerre en Irak. Il adopte une réforme de la **BCE** après l'élargissement, avec un système de rotation permettant de limiter à 15 le nombre de Présidents de BC nationales décidant des modifications des taux d'intérêt.

16 avril

Elargissement. Au Sommet d'Athènes, signature par les Dix nouveaux Etats des Traités d'adhésion.

23 avril

Convention. V.Giscard d'Estaing se prononce pour l'abandon de la présidence tournante de l'UE au profit d'un Président élu pour plusieurs années, pour ramener à 13 le nombre de commissaires et pour le renforcement du poids des « grands » pays. Ces propositions suscitent des réactions diverses.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS (DÉCEMBRE 2002—MAI 2003)

30 avril

Budget. La Commission adopte ses propositions budgétaires pour 2004. A partir du 1.5.2004, les dépenses de l'Union à 25 atteindront 100,6 milliards de \$ (+ 3,3 %). La part du budget de l'UE à 25 représentera 0,99 % du PIB, loin du plafond de 1,24 %.

6 mai

L'appréciation de l'**Euro** (1,13 \$, puis 1,1536 \$ le 9, puis 1,1618 \$ le 12, proche de son niveau de 1,17 \$ du 1.1.1999) (+ 10% en 6 semaines) et la décision de la BCE de ne pas baisser ses taux, pénalisent les exportateurs de l'Union.

8 mai

La BCE présente une série de mesures destinées à modifier sa stratégie de politique monétaire. L'objectif est une progression annuelle des prix à la consommation «*inférieure mais proche de 2%*». L'ancien second pilier (le pilier économique) - les indicateurs incluant l'inflation, la croissance et le taux de change, - constituera désormais le premier. Le «pilier monétaire» (le contrôle de l'agrégat M3) passe au second rang. La BCE prend ainsi ses distances avec l'orthodoxie monétariste héritée de la Bundesbank.

PSC. Le gouvernement **autrichien** abandonne son objectif d'équilibre budgétaire pour 2003 et 2004 et prévoit un déficit de 1,3 % du PIB en 2003 et de 0,7 % en 2004.

12-13 mai

PSC. Le gouvernement allemand reconnaît qu'il ne pourra pas ramener le déficit à 2,75% du PIB en 2003, ni atteindre l'équilibre en 2006, «*à moins d'un miracle économique*».

Dans le cadre de l'Eurogroupe le 12, puis de l'*Ecofin* le 13, les Ministres des Finances abandonnent l'objectif de l'équilibre pour 2006. La Commission et les «petits» pays se rallient à cette décision. La France accepte de prendre à partir d'octobre 2003 les mesures supplémentaires recommandées par la Commission pour ramener le déficit au-dessous du niveau de 3% du PIB en 2004.

3 juin

PSC. Dans le cadre de la procédures de déficit excessif, la France a jusqu'au 3 octobre 2003 pour présenter à la Commission des mesures concrètes de maîtrise de son déficit public. L'*Ecofin* recommande «des efforts significatifs» pour 2003. Pour 2004, la France devra se conformer au seuil de 3% fixé par le PSC et réduire son déficit d'au moins 0,5% du PIB.

5 juin

La **BCE** baisse son principal taux directeur de 0,50 points de base à 2%.

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES EN EUROPE

Pôle économique de gestion et d'économie (PEGE) – 61, avenue de la Forêt Noire —67085 Strasbourg Cedex Email : thierry.stolle@urs.u-strasbg.fr Site Internet : <http://opée.u-strasbg.fr>

Prix au numéro : 5 € Abonnement : 10 €

Directeur de la publication : Michel Dévoluy, Chaire Jean Monnet

Coordination rédactionnelle : Francesco De Palma, Giuseppe Diana

Imprimé dans le cadre des Universités Louis Pasteur (ULP) et Robert Schuman (URS).

Numéro ISSN . 1298-1184.

Co-responsabilité de l'OPEE : Michel Dévoluy et Moïse Sidiropoulos.

Ont participé à la rédaction de ce bulletin : Gabriel Bissiriou, URS (GRICE—TIPEE) — Meixing Dai, Maître de Conférences, ULP (BETA—THEME) — Michel Dévoluy, Professeur, URS (GRICE—TIPEE) — Giuseppe Diana, Maître de Conférences, URS (GRICE—TIPEE) et ULP (BETA—THEME) — Gilbert Koenig, Professeur, ULP (BETA—THEME) — Gérard Lang, ULP (BETA—THEME) — Eric Rugraff, Maître de Conférences URS (GRICE—TIPEE) — Guy Tchibozo, Maître de Conférences ULP (BETA) — Blandine Zimmer, ULP (BETA)

Conception graphique : Pierre Roesch, Strasbourg, — Mise en page : Thierry Stollé.